

COVID VERS UNE CATASTROPHE HUMANITAIRE MONDIALE

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Le nombre de personnes au bord de la famine risque de doubler en 2020 à cause de la COVID-19, selon une projection dévoilée mardi par le Programme alimentaire mondial (PAM), dont le patron a mis en garde le Conseil de sécurité de l'ONU contre une «catastrophe humanitaire mondiale».

«Le nombre de personnes souffrant sévèrement de la faim pourrait doubler en raison de la pandémie de COVID-19, atteignant alors plus de 250 millions d'ici la fin de 2020», a averti cette agence de l'ONU, qui a également contribué mardi à un rapport sur les crises alimentaires.

Selon ce rapport, le nombre de personnes au bord de la famine a nettement augmenté en 2019, passant de 113 à 135 millions de personnes, en raison des conflits, des problèmes climatiques et des chocs économiques.

Mais pour 2020, c'est une explosion de ce nombre qui se profile, lequel passerait de 135 à 265 millions de personnes, en raison de l'impact économique causé par la pandémie, selon une projection du PAM, annoncée en marge de la publication du rapport.

Lors d'une visioconférence mardi du Conseil de sécurité de l'ONU sur le sujet, David Beasley, patron du PAM, a brossé un panorama très sombre de ce qui attend la planète, en exhortant la plus haute instance des Nations unies à décider rapidement d'actions pour contrer le mouvement.

Pandémie... de faim

«Nous sommes au bord d'une pandémie de faim», a-t-il dit. «Nous sommes non seulement confrontés à une pandémie de santé mondiale, mais aussi à une catastrophe humanitaire mondiale. Des millions de civils vivant dans des pays marqués par des conflits, dont de nombreuses femmes et enfants, risquent la famine, le spectre de la famine étant une possibilité très réelle et dangereuse», a insisté David Beasley.

«Dans le pire des scénarios, nous pourrions avoir une famine dans une trentaine de pays. En fait, dans dix de ces pays nous avons déjà plus d'un million de personnes dans chacun d'entre eux au bord de la famine», a-t-il précisé, sans identifier les pays en question.

«Des gens qui avaient besoin d'aide vont avoir besoin d'aide plus longtemps et de nouvelles personnes vont se retrouver en situation d'insécurité alimentaire à cause de la COVID-19», a expliqué à l'AFP Arif Husain, économiste principal au PAM, auteur de l'étude et co-auteur du rapport présenté mardi.

«Cette COVID n'aurait pu arriver à un pire moment», a-t-il estimé, alors que la situation était déjà en train de se dégrader.

Chaque jour déjà, a-t-il rappelé, «environ 21 000 personnes meurent dans le monde de causes liées à la faim». «C'est la situation habituelle dans le monde, avant la pandémie».

Pertes massives

Selon un décompte de l'AFP, la pandémie a déjà fait au moins 172 000 morts, plongé six humains sur dix dans les affres du confinement et provoqué des répercussions économiques potentiellement dévastatrices.

Les États-Unis, pays le plus touché, ont encore enregistré parmi les pires bilans journaliers avec plus de 2700 morts en 24h mardi.

L'Organisation internationale du travail (OIT) a prévenu mardi : «la crise de la COVID-19 a un effet dévastateur sur les travailleurs et les employeurs», à travers «des pertes massives, sur la production et les emplois dans l'ensemble des secteurs».

«Le monde du travail traverse la pire crise internationale depuis la Seconde Guerre mondiale», a affirmé Alette van Leur, directrice des politiques sectorielles de l'OIT. «L'impact économique de la pandémie sera probablement grave et durable».

En Europe, le ralentissement économique provoqué par le virus pourrait à terme affecter les emplois de 60 millions de travailleurs, entre baisses de salaires et licenciements, a prévenu mardi le cabinet d'études McKinsey.

La pandémie pourrait «presque doubler le taux de chômage européen dans les prochains mois», estime le cabinet de conseil américain, pour qui l'évolution de la situation sur le marché de l'emploi dépendra de «l'efficacité de la réponse de santé publique».

Une agence de l'ONU basée au Chili a par ailleurs estimé mardi que l'Amérique latine allait connaître cette année la pire récession de son histoire, avec une chute attendue de 5,3 % du PIB à cause des conséquences de la pandémie sur les économies de la région.

Au moins 4,5 milliards de personnes dans 110 pays ou territoires vivent aujourd'hui confinées ou contraintes de limiter leur déplacement pour tenter d'endiguer la propagation du virus, soit environ 58 % de la population mondiale.

En Europe, plusieurs pays — Allemagne en tête, mais aussi Autriche, Norvège, Danemark — ont commencé à assouplir les mesures de confinement, tout en conservant des mesures de «distanciation sociale».

Berlin et dix des 16 états fédérés allemands ont décidé d'imposer le port du masque dans les transports publics. Bars, restaurants, lieux culturels, terrains de sports y demeurent fermés. Écoles et lycées rouvriront progressivement.

«Aller trop vite serait une erreur», s'est alarmée la chancelière Angela Merkel.

En écho à ces inquiétudes, la célèbre Fête allemande de la bière de Munich, prévue cette année du 19 septembre au 4 octobre, a été annulée mardi par les autorités locales. «Les risques étaient tout simplement trop élevés» avec plus de 6 millions de visiteurs attendus, dont un tiers venant de l'étranger et d'Asie en particulier.

En Espagne, la ville de Pampelune a annoncé mardi qu'elle annulait ses célèbres fêtes de la San Fermin, dont les lâchers de taureaux attirent habituellement début juillet des centaines de milliers de touristes. «Il n'y a pas d'autre option possible pour des fêtes aussi massives et internationales», a annoncé la mairie dans un communiqué.

Sur le continent européen, l'Italie est le pays le plus affecté (24 648 décès), suivi de l'Espagne (21 282), la France (20 796) et le Royaume-Uni (17 337).

L'Italie comme la France se préparent à un lent déconfinement, avec force précautions, respectivement à compter des 3 et 11 mai. En Espagne, les enfants, jusqu'ici interdits de sortie, peuvent à partir de lundi accompagner un adulte pour faire des courses de première nécessité.

En revanche au Royaume-Uni, qui a enregistré mardi 828 décès supplémentaires et est toujours «en situation de danger», le confinement instauré le 23 mars a été prolongé d'au moins trois semaines.